APPEL A CANDIDATURES

Titre du Poste : **COMMISSAIRE MARCHE COMMUN, AFFAIRES ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES**
Référence : **007/CEEAC/COM/DMCAEMF/2025**

Date limite de dépôt de candidature : **14 juillet 2025**

Lieu d'affectation : **Libreville, Gabon**

Type de contrat : **Mandat de cinq (5) ans non renouvelable**

SITUATION DU POSTE	
Département	Marche Commun, Affaires Economiques, Monétaires et Financières
Direction	/
Service	/
Relations Fonctionnelles	- Président de la Commission ; - Vice-Président ; - Directeur des Affaires Economiques et Monétaires ; - Directeur des Prévisions Economiques et des Statistiques ; - Direction du Marché Commun ; - Autres départements et structures rattachés à la présidence ; - Organisations internationales (ONU, UA, autres CER/ initiatives régionales pertinentes et autres partenaires de la CEEAC) et les Etats membres.

MISSIONS DU POSTE

Le Commissaire en charge du Département Marché Commun, Affaires Economiques, Monétaires et Financières est chargé de mettre en place le marché commun dans l'espace CEEAC, d'améliorer l'environnement des affaires et les capacités productives ainsi que, de renforcer la coopération économique, monétaire et financière entre les Etats membres de la CEEAC.

ATTRIBUTIONS PRINCIPALES

Le Commissaire Marché Commun, Affaires Economiques, Monétaires et Financières est responsable de la gestion technique des dossiers inscrits dans les Projets Annuels de Performance (PAP) approuvés par les instances statutaires.

A ce titre, il est chargé de :

- Décliner la stratégie de la Commission en objectifs et plans d'action au sein de son Département ;
- Déterminer les objectifs à atteindre, les moyens des programmes et projets communautaires relevant de son département ;
- S'assurer de la bonne organisation de son Département, adapter les moyens humains et matériels par rapport aux objectifs à atteindre, et mettre en place les délégations nécessaires

• Piloter et superviser les activités des Directions ; • Identifier les insuffisances du système en place pour élaborer et améliorer les normes, processus et procédures ; • Élaborer et proposer un budget en accord avec les objectifs stratégiques de la Commission ; • Coordonner la communication au sein du Département, participer aux instances de la Commission et rendre compte de l'activité et des résultats de son Département ; • Evaluer au premier ou au deuxième degré le personnel affecté à son département.	
PROFIL EXIGE	
Formation	Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures Bac+5 en Economie, Statistique, Commerce, Administration-Finances, Droit des Affaires ou dans tout autre domaine connexe.
Expérience	Avoir une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans à des niveaux de responsabilités similaires (Cf. article 13 du Statut du Personnel de la CEEAC) au niveau national ou international, dans les secteurs liés au commerce, à la politique monétaire, aux finances publiques, à la prévision économique ou les autres secteurs relevant de la compétence du Département ; Avoir également une expérience spécifique probante en matière d'intégration économique, commerciale, monétaire et financière.
Connaissances	- Afrique Centrale, Etats membres de la CEEAC et l'UA ; - Institutions et organisations internationales, continentales, régionales et nationales de référence dans les domaines d'intégration commerciale, économique, monétaire et financière ; - Textes, Traités et législation internationale relatifs aux domaines d'intégration commerciale, économique, monétaire et financière ; - Normes internationales et africaines en matière d'intégration commerciale, économique, monétaire et financière ainsi que les mécanismes existants dans ces domaines ; - Mécanismes de coopération internationale dans les domaines couvert par son Département ; - Bonne compréhension des problématiques régionales en matière de politiques et/ou stratégies d'intégration commerciale, économique, monétaire et financière ; - Questions d'intégration régionale et leurs enjeux politiques ; - Bonne connaissance en sciences politiques et relations internationales ; - Eléments fondamentaux d'un programme dans le cadre de la mise en œuvre des politiques ou stratégies d'intégration en matière d'intégration commerciale, économique, monétaire et financière; - Bonne connaissance des techniques de planification et de gestion de projet - Avoir la maitrise d'au moins une des quatre (4) langues de la Communauté, (français, l'espagnol. Anglais, Portugais). La maitrise d'une autre langue de la Communauté serait un atout.
Compétences Techniques	- Avoir des habilités professionnelles et managériales très avancées ; - Avoir l'aptitude à concevoir, planifier, encadrer et évaluer des équipes importantes le cas échéant ; - Avoir également une expérience spécifique probante en matière d'intégration commerciale, économique, monétaire et financière;

La Commission BP : 2112 Libreville - Gabon

	- Entretenir un réseau d'interlocuteurs de haut niveau dans un contexte multiculturel ; - Communiquer de manière écrite et orale face à un public de haut niveau et multiculturel ; - Présenter ou traiter des questions complexes et difficiles avec concision et clarté ; - Négocier avec des interlocuteurs de haut niveau ; - Promouvoir une culture du consensus, tout en étant prêt à assumer la responsabilité décisionnelle au niveau qui lui revient ; - Organiser et piloter des réunions techniques avec tous types d'interlocuteurs en interne ou externe ; - Définir et décliner la stratégie de l'Institution en objectifs opérationnels ; - Capacités d'analyse et de synthèse ; - Utiliser les outils informatiques : Word, Excel, PowerPoint.
Compétences comportementales	- Être apte à travailler sous pression et dans une équipe multiculturelle ; - Avoir un sens aigu de l'organisation, d'autonomie et une bonne qualité relationnelle ; - Avoir l'esprit d'initiative et le sens de l'anticipation ; - Avoir une capacité de travailler dans un esprit de franche collaboration avec les autres services de la Commission en général ; - Avoir le sens du contact, de l'écoute et des relations humaines ; - Avoir le sens de l'éthique, la discrétion et le respect de la confidentialité - Avoir le sens de l'innovation et la créativité ; - Avoir le sens de l'organisation, la gestion du temps et la rigueur ; - Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pénale devenue définitive ou d'une interdiction définitive ou temporaire d'exercer une activité prononcée par une juridiction.
CONDITIONS D'EMPLOI	
Rémunération	- Salaire et avantages conformes à la grille des rémunérations CEEAC.
Nationalité & genre	- Être ressortissant d'un Etat membre de la Communauté sans distinction notamment d'origine, de croyance ou de sexe ; - N'avoir pas par le passé excipé d'une nationalité différente pour postuler à un autre emploi au sein de la CEEAC ; - Les candidatures féminines sont encouragées.
DOSSIERS DE CANDIDATURE	
- Demande de recrutement motivée ; - Curriculum vitae détaillé incluant les coordonnées complètes du candidat (nom et prénom, adresse, téléphone, fax, e-mail) ; - Un certificat de nationalité ; - Un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu ; - Un extrait de casier judiciaire (bulletin n°3) datant de moins de trois mois ; - Copies certifiées conformes des diplômes et titres académiques ou universitaires ; - Certificats de travail et les documents attestant des références professionnelles ; - Un certificat médical établi par un médecin agréé attestant que le postulant est apte à occuper l'emploi postulé et n'est pas atteint d'une affection susceptible de nuire à la santé d'autrui. Identité complète de trois personnes de référence n'ayant aucun lien de parenté et pouvant attester des qualités professionnelles et morales du candidat.	

Le dossier complet, portant la référence : **N° 006/CEEAC/COM/DERNADR/2025 et le titre du poste « COMMISSAIRE MARCHE COMMUN, AFFAIRES ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES»**, doit être adressé par voie électronique uniquement à l'adresse : recrutements.commission@ceeac-eccas.org au plus tard le **14 juillet 2025.**

Seuls les dossiers de candidatures soumis par les Ministères des Affaires Etrangères/Relations extérieures/Intégration régionale des Etats membres seront traités et seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s sur la liste retreinte seront contacté(e)s pour la suite du processus.